

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

JEUDI

4

DÉCEMBRE

1975

N° 51

1,50 F

Belgique - Luxembourg : 15F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

3 MORTS A SACILOR 1 MINEUR TUE A OSTRICOURT..

*et Gingembre-Ceyrac osent
se plaindre d'un «racisme
anti-Patron» !*

«Les responsables d'entreprise», écrit le patron Gingembre à Giscard, «ont conscience de faire plus pour le progrès social et humain que tous leurs détracteurs réunis».

Ces mots du président des petites et moyennes entreprises prennent un sens sinistre, indécent, odieux, au moment où nous apprenons la mort, à Rombass, de trois camarades sidérurgistes de Sacilor, écrasés par une cheminée. Trois ouvriers de plus assassinés par le capital. Et huit autres, dans le même accident, ont été gravement blessés.

Ce monsieur Gingembre ose, aujourd'hui, se plaindre «d'un nouveau racisme intolérable» qui viserait les patrons. Il ajoute que les patrons ont une «vocation» : «la recherche du bonheur des hommes et de leur qualité de vie». Quelle affirmation abominable quand on la confronte à la mort, avant hier, de Mohammed Carra, à la fosse 9 des Houillères, à Ostricourt, à celle hier des trois travailleurs de Sacilor !

C'est que la classe capitaliste, depuis sa naissance, «fait le bonheur des hommes» en versant le sang ouvrier, en exploitant violemment la classe ouvrière. Elle n'éprouve aucune gêne, aucune limite dans son entreprise de propagande qui voudrait le faire oublier.

Elle relance aujourd'hui une campagne réactionnaire de grande ampleur, à la suite de nombreux accidents de travail qui ont réussi à percer le mur de silence de la presse bourgeoise, ces derniers temps. La revue du CNPF, dans son dernier numéro, dénonçait «le racisme anti-patron», les responsables des chambres de commerce, la semaine dernière, attaquaient violemment les syndicats et proposaient que la CFT soit soutenue pour se développer largement. Partout, c'est la même chanson : «les patrons veulent le bien des ouvriers, la prospérité des entreprises fait la prospérité des ouvriers». A croire toutes ces bonnes intentions, les huit morts accidentés du travail chaque jour, les milliers de blessés, seraient des «bavures» obligatoires, fatales.

Mais cela, les ouvriers n'y croient pas. Et, partout, leurs luttes se développent. La solidarité populaire autour de la classe ouvrière fait partout des progrès. C'est bien la raison qui mobilise les patrons de toutes tailles !

Mais cette campagne est dérisoire. Ces accents larmoyants sur le «bonheur des hommes» sont ridicules. Ces vociférations sur le «racisme anti-patron» sont inutiles.

Car les faits restent, incontestables. Les morts quotidiennes, le million de chômeurs, la misère, les expulsions, les saisies, sont autant d'actes d'accusation irréfutables, interminables pour cette société pourrie que les ouvriers renverseront.

Paul LEFORT

PORTUGAL Les armes du régiment rouge vont a la police fasciste

DE NOTRE CORRESPONDANT

Mardi matin, la présidence de la république a annoncé la levée de l'état de siège pour la région de Lisbonne. Cependant, le droit de fouiller les maisons à la recherche d'armes entre le lever et le coucher du soleil est main-

tenu. Ces actions se font de plus en plus fréquentes : hier matin, c'étaient les sièges de certains journaux qui y étaient soumis par les commandos. Par ailleurs, la «garde Nationale Républicaine» a entièrement encerclé la ville ouvrière de Sacavem, imposant à tous les passants une fouille minutieuse.

Dans le cadre de la constitution d'une nouvelle force de répression, cette «GNR» est appelée à jouer un rôle de choix : forte de 10 000 hommes (alors que l'armée n'en compte plus que 23 000), cette force de police était le fer de lance de la répression des masses au temps du fascisme. Maintenu dans son inté-

gralité par le P(C)P à l'époque où il était au pouvoir, la GNR, en réserve de la répression depuis un an et demi, devient maintenant opérationnelle : elle vient de recevoir les armes lourdes du régiment d'artillerie légère de Lisbonne (le RALIS), l'ancien «régiment rouge», le mieux armé du Portugal.

Mesure significative : les contrats de travail collectifs ont été suspendus. Parmi eux, celui que les maçons avaient arraché de haute lutte. Le souci du «retour à l'ordre» prend cependant aussi d'autres formes : le président de la république, Costa Gomes, a convoqué tous les partis (y compris les marxistes-léninistes) pour leur poser trois conditions : la remise volontaire des armes qu'ils détiennent, l'abstention de toute manifestation de rue ou dans les entreprises dans les jours à venir, ainsi que la participation à «la bataille pour la production».



la répression contre le mouvement des appelés perquisitions aux UL CFDT de besançon, chaumonont et bordeaux

des militants syndicaux gardés a vue

NOUVEAUX CRIMES DU CAPITAL

3 ouvriers tués
6 blessés graves
4 disparus

voir notre article page 5

la vie du journal

LES LECTEURS EN DEBATTENT...

à propos du feuilleton

PAS D'ACCORD AVEC CERTAINS LECTEURS

Est-ce qu'on peut trouver dans une édition les Mémoires et Aventures d'un prolétaire de Norbert Truquin ?

A ce propos, je ne suis pas d'accord avec certains lecteurs du QdP qui ont écrit qu'ils le trouvaient assommant ou un peu en retard. C'est sûr que c'est un vieux document mais vous avez bien fait de mettre en italiques toutes les remarques de Truquin qui sont applicables encore maintenant.

D'autre part, dans le QdP, le feuilleton de Truquin faisait une liaison avec un passé et avec une classe qu'on s'obstine à présenter comme beaucoup plus retardée idéologiquement qu'en réalité.

En fait de « progrès », on assiste maintenant dans la presse de gauche et même d'extrême-gauche à une campagne anti-Marx du plus bel effet et j'aimerais bien que le QdP ouvre une rubrique marxisme-léninisme sur la signification (et la présentation aussi) d'une telle campagne.

C'est pourquoi tous les lecteurs du QdP vous demandent de poursuivre le débat, de l'enrichir, de le rendre vivant parce qu'il répondra à toutes les questions des lecteurs et discutera leurs propres réponses. C'est pourquoi le courrier des lecteurs est déjà la valeur sûre du Quotidien, mais il fait écho à toutes les rubriques du Quotidien, et il demande de plus en plus d'éléments pour la discussion. En avant pour les douze pages !

Amicalement.

D.B. Villerupt

« LE MINEUR ACCUSE » TRÈS ATTACHANT

Le feuilleton de mineur accusé est très attachant : facile à lire comme un illustré, d'actualité, ancré dans le peuple. Les mineurs qui lisent le Quotidien devraient écrire pour dire ce qu'ils en pensent. Moi, je suis petit-fils de mineur (région Hénin-Liétard / Drocourt). Quand je lis les passages sur la vie familiale des mineurs, leurs logements, etc. j'ai vraiment l'impression de me retrouver quelques années en arrière lorsque je me rendais dans ma région minière natale pour aller voir mes grands-parents. Aujourd'hui mon grand-père mineur est mort de silicose comme bien d'autres.

J'espère que la suite du « mineur accusé » rappellera les luttes menées par les mineurs aussi bien contre la bourgeoisie que pendant la guerre, contre l'occupant nazi. A mon avis les mineurs ont toujours été à la pointe de la lutte de classes en France dans les années passées et si ils se redécident à bouger aujourd'hui, ça risque encore de faire très mal aux bourgeois.

Si je connais un peu tout ça, c'est que ma mère, qui était « fille des mines » a toujours aimé quand nous étions jeunes à nous raconter la combativité des mineurs. Elle, en tant que fille de mineur devait venir travailler tous les jours dans la région roubaisienne, dans les industries textiles. Ce sont des cars entiers remplis de « filles des mines » qui arrivent encore aujourd'hui aux portes de la Lainière de Roubaix, par exemple. J'espère aussi que le feuilleton soulignera ce point important de l'exploitation des enfants de mineurs.

Je suis heureux de trouver ce feuilleton dans notre Quotidien, pour les mineurs, pour nous tous, et parce que, ayant un grand intérêt, ce feuilleton ne dénote pas avec le reste du journal.

Bravo et merci.

un lecteur de Roubaix.

sur la rubrique télé

Je ne suis pas satisfait par la rubrique « télévision ». La télé est vraiment un concentré de l'idéologie bourgeoise sous toutes ses formes, largement imposée au peuple, bien plus certainement que la presse écrite (sauf peut-être « l'Équipe » pour les hommes). Elle n'a pas dans le quotidien la place qui lui revient, car il y a tant à dire, à dénoncer, dans tous les domaines abordés (ou ignorés) dans ses émissions.

Sur le contenu, je rejoins une critique précédemment publiée : trop d'analyses superficielles ou simplistes. Surtout, C. Villard n'est apparemment préoccupé que de ce qui débouche à peu de frais sur la dénonciation de la politique giscardienne. Parfois, cela tourne presque au matraquage : Ponia, résistance, Ponia, résistance, Ponia... Un jour, j'avais commencé un petit article sur un film diffusé à la télé, traitant de l'amour bourgeois. J'ai vite laissé tomber à la première difficulté, persuadé que ma lettre passerait au panier. En effet, je m'étais convaincu que les travailleurs s'intéressent certainement moins à l'amour qu'au phylloxéra de 1863, qu'il n'y a pas de débat idéologique à lancer sur ce front puisqu'il n'en est jamais question dans notre Quotidien (pardon : un éditorial sur... la pornographie !).

Pourtant, ce qu'il faut, n'est-ce pas se battre sur le terrain concret de la vie du peuple telle qu'elle est réellement, c'est-à-dire encore largement influencée par l'idéologie bourgeoise ? Et cela doit-il se limiter au football ?...

Ces critiques paraîtront peut-être sévères ou peu constructives. En fait, elles sont d'autant plus sévères que le Quotidien, dans son ensemble, progresse d'une façon enthousiasmante.

D. Alfortville

à propos du débat

« les travailleurs et la crise »

UN OUTIL DE RÉFLEXION

Les articles sur les travailleurs et la crise sont vraiment un outil de réflexion et grâce à leur contenu constructif, le débat avec plusieurs camarades de travail a été réalisé.

Nos réflexions ont porté sur : qui est le responsable de cette crise ? Qui la paye actuellement ? Quels sont les moyens pour en sortir ? Quelles sont les attitudes de nos organisations syndicales en face de celle-ci ?



Autant de questions qui ont amené des discussions et des controverses sur le rôle des organisations et leurs orientations.

Peut-on compter sur les organisations syndicales dans nos luttes ?

Malheureusement, dans la pratique, elles sont en retrait. Alors que le 23 septembre, nous nous mobilisons sur les salaires et les effectifs, elles n'ont rien eu d'autre à nous proposer qu'une journée d'action avec la folklorique manifestation « traine-savates » habituelle. Ce que nous voulons, ce

Le quotidien du peuple

AU COEUR DES LUTTES POPULAIRES UN JOURNAL FAIT PAR CEUX QUI LUTTENT POUR CEUX QUI LUTTENT UN DEBAT PERMANENT POUR LA VERITE

n'est pas faire de la figuration, c'est changer notre vie, nos rapports sociaux et économiques.

Alors qu'à notre époque, le temps est à la lutte, la CGT du 9^e arrt se lance dans une campagne pour la construction d'une maison de la CGT ; la CFDT, elle veut lancer à nouveau son opération « briques ».

Non, depuis quelques jours, la mentalité change. Nous nous passerons s'il le faut des organisations réformistes.

C'est l'une des idées qui est

Le quotidien du peuple

ressortie de cette discussion entre quelques employés des Galeries Lafayette. Nous avons affiché sur les panneaux une affiche du Quotidien du Peuple afin d'essayer de faire connaître ce journal qui répond à l'intérêt des travailleurs et à leurs problèmes actuels.

Ce qu'il serait intéressant, c'est de réunir sur le commerce tous les militants syndicalistes révolutionnaires et confronter nos problèmes pratiques, d'isolement.

Saluts fraternels d'un militant syndicaliste.

communiqués

PARIS jeudi 4-12 à 20 h. 174, rue Championnet le comité « femmes en lutte » du 18^e

organise une réunion unitaire pour définir les actions à entreprendre contre la fermeture de la maternité de l'hôpital Bretonneau ; sont invités : la population, les sections syndicales et les organisations politiques du quartier.

Le Quotidien du Peuple publication du PCR (ml) Adresse postale : BP 225 75 924 Paris cedex 19 CCP n°23 132 48 F Paris Directeur de publication : Y. CHEVET Imprimé par IPCC Paris distribué par les NMPP Commission Paritaire : 56 942

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au : 208 65 61 paris de 8 h. 30 à 13 h.

à l'occasion du 31^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE L'ALBANIE

LES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES ORGANISENT UN

GRAND MEETING

vendredi 5 décembre à 20 H 30, salle de la mutualité (5^e)

Métro: Maubert-Mutualité

FRONT ROUGE N° 2 NOUVELLE SÉRIE

organe central du PCR (ml) est sous presse LE NUMÉRO 5 F

Passez vos commandes

FRONT ROUGE - BP 161 75 864 PARIS CEDEX 18 CCP 31 191 14 La Source

abonnez VOUS

250 F 1 AN 150 F 6 MOIS 80 F 3 MOIS 30 F 1 MOIS

Nom Profession Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple -service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie (nom précis de la librairie)

au kiosque de Monsieur rue n° ville

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien. Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

je souscris

10 F 50 F 100 F F

Nom Profession Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225 75 924 - Paris Cedex 19 CCP 23 132 48 F Paris

ST ETIENNE DE ROUVRAY :

la formation professionnelle remise en cause

Le 17 novembre, les stagiaires du centre FPA de St Etienne de Rouvray éditèrent un tract réclamant diverses revendications.

Les stagiaires dénonçaient le contenu des cours donnés qui ont pour but de leur faire accepter l'exploitation dans leurs usines, de les transformer en travailleurs dociles, exploitables à merci. De plus, ils remettaient en cause le rôle des AFPA, qui loin de donner du travail ne sont que des réservoirs de chômeurs. Ils dénonçaient le règlement intérieur qui permettait de leur enlever 1 H de salaire pour une minute de retard, pour leur imposer la discipline de l'usine. Ils réclamaient aussi le droit de se réunir, de se syndiquer, de recevoir qui ils voulaient. Le 18, la direction et les moniteurs réprimaient : ce sont les mises à pied.

Un stagiaire est mis à pied 3 jours. Le 19, 170 stagiaires débrayèrent, toute la section maçonnerie se met en grève. Le soir ils tiennent une AG décidant la grève générale pour le 20. La CGT, après avoir fait semblant de soutenir le mouvement les condamne, soulignant «qu'elle a participé à l'élaboration des programmes et qu'ils sont de bonne qualité». La CFDT se fait étrangement silencieuse. La grève générale n'aura pas lieu. 4 travailleurs sont alors ex-

clus, avec l'accord de la section CGT (représentant les professeurs).

La CGT édite différents tracts où elle parle «des irresponsables qui ont failli mettre en opposition l'intérêt du personnel et celui des travailleurs en stage» et conclut «il est important que les stagiaires comprennent qu'il est de leur intérêt de profiter au maximum du stage qui

leur est offert et que le refus de travailler ne saurait être une position constructive» !!! Ce que ne peut admettre la section CGT aux mains des révisionnistes, c'est que le rôle des centres d'AFPA soit mis à nu, à savoir qu'ils ne sont que des parkings pour chômeurs, ayant pour but de camoufler le chômage pendant quelques temps, de juguler la révolte des travailleurs. Ce que les faux communistes du PCF

dans la CGT ne peuvent accepter, c'est que les travailleurs du centre dénoncent le contenu de l'enseignement reçu, remettent en cause ce «programme commun» qui n'est qu'un programme bourgeois, qui insiste sur le «bienfait» des centres AFPA pour soi-disant juguler le chômage. Mais les travailleurs du centre ces derniers jours, multiplient la popularisation auprès de la population, de la presse. Hier, ils manifestaient.



en bref

Mainguy (Nantes)
grève totale

Les 380 travailleurs de l'usine Mainguy (pose de lignes électriques et téléphoniques) sont en lutte depuis une semaine pour les 1 700 F minimum sur la base de 40 h., et l'augmentation de la masse salariale (65 F de plus).

Le patron cherche à casser le mouvement par des pressions, en accordant des augmentations à un seul service, mais c'est sans compter sur la détermination des ouvriers qui viennent de mettre en place des piquets de grève et qui chaque matin se réunissent en AG pour décider des initiatives à prendre. Leur victoire de l'an dernier où ils avaient empêché 20 licenciements, les encourage.

correspondant Nantes.

création d'un comité
de lutte contre le chômage
à Frouard-Pompey

Le Comité de lutte contre le chômage s'est créé le 14 novembre avec des ouvriers des aciéries de Pompey, de Delattre, des femmes. Chez Delattre, le patron tente de mettre en place «les 2000 heures annuelles», les travailleurs travailleraient donc en fonction des commandes. Un travailleur de l'usine menace déjà d'être licencié et nous a demandé d'organiser la riposte. Oui, contre ces menaces de la bourgeoisie, il s'agit de passer à l'action ; d'autre part, le CLCC prépare une kermesse populaire.

«l'actualité»
du «Programme Commun»
à Rhône-Poulenc

Dernièrement, la CGT de l'usine Rhône-Poulenc/Belle-Etoile distribuait un tract titrant «Actualité du programme commun». Tract touffu, s'il en est. Et de tenter au fil des lignes de prouver l'actualité de ce programme. Mais on a beau chercher, on ne voit pas. Ce que les travailleurs voient, par contre, et ceci est très clair, c'est que les révisionnistes de la CGT ont conduit leur dernière grève à l'échec ne lui offrant aucune perspective. C'est sur pièce que les travailleurs jugent !

CLARK (Strasbourg) : le
PCF au «cœur» de la
lutte !

Les travailleurs de Clark continuent la lutte, bien décidés à obtenir satisfaction à leurs revendications. Cette détermination, qui se manifeste notamment dans la prise en main du soutien financier, commence à inquiéter sérieusement le PCF. Leur soutien commence à être vu pour ce qu'il est... du vent ! Qu'est-ce donc que leur soutien ? A chaque conférence de presse, Bailleux, candidat député aux dernières élections, se faufile parmi les journalistes et comme par hasard se voit interpellé par un délégué CGT « Ah ! Justement, il y a monsieur Bailleux qui est là, il voudra sans doute faire une déclaration... comme vous le savez, le PCF depuis le début, nous a soutenu activement ». Aussitôt dit, aussitôt fait, à chaque fois, Bailleux lit à haute voix une déclaration tapée à la machine, qu'il remet ensuite aux journalistes. Voilà ce que le PCF entend par soutenir notre lutte ! Mais quelle popularisation ont-ils faite pour faire connaître la lutte ? Quel soutien financier ont-ils organisé ? Quelles propositions font-ils pour faire avancer la lutte ? Leur «soutien» apparaît encore plus clairement quand il consiste à répandre des ragots et des calomnies contre les révolutionnaires qui «viennent pour tout casser et justifier l'intervention des flics». Mais les calomnies contre le PCR ne leur suffisent pas. Lundi, ils tenteront de nous empêcher d'intervenir en prenant à partie des grévistes et délégués CGT. Mais un délégué ripostera : «Eux, ils veulent tout casser ? Drôles de casseurs ! C'est là où ils ont pris en main les collectes comme à TELIC que cela a le mieux marché. Vous, le PCF, qu'est-ce que vous avez fait jusqu'à maintenant ? ». D'autres travailleurs les prendront à partie. Ainsi, les travailleurs commencent à faire l'expérience de ces soi-disant défenseurs de la classe ouvrière. Voilà ce qu'est le PCF au cœur des luttes !

correspondant Strasbourg

JOURNEE D'ACTION DU 2

Nancy
les
travailleurs
à RTL

A l'appel des organisations syndicales, 800 travailleurs ont manifesté à Nancy. Les tentatives des révisionnistes de transformer la manifestation en soutien au «programme commun» ont été un échec ; leurs mots d'ordre se faisant vite très discrets. D'ailleurs, les travailleurs en lutte de Ferembal n'étaient pas là, ceux des «Grandes Chaudronneries Lorraines» n'étaient représentés que par une délégation. Cette journée nationale venant après d'autres journées, sans perspectives était peu enthousiasmante. Mais les ouvriers présents, ceux de Permal, ceux des Meubles de Style Français en lutte montraient qu'ils étaient venus pour tout autre chose que hâter les négociations sur la retraite à 60 ans : pour montrer la voie de la lutte, la nécessité de les développer. A la fin de la manifestation, les travailleurs des Meubles de Style Français de Toul, soutenus par d'autres, en lutte depuis 5 mois, sont allés au jeu «la case trésor RTL» pour expliquer

leur lutte et prendre l'antenne (jeu organisé entre autres par Boileau, PDG des Grandes Chaudronneries Lorraines qui menace de licencier 120 travailleurs). L'amuseur public du jeu eu bien du mal à terminer son émission comme il l'entendait, couvert par les mots d'ordre de lutte «non au chômage, non aux licenciements» «Meubles de Style vivra», «RTL radio des patrons» et aussi «Libérez les soldats emprisonnés». «C'est un jeu» dira-t-il à la fin. Des jeux avec lesquels la bourgeoisie inonde les radios pour tenter de «distraire» les travailleurs et les empêcher de riposter. En vain, comme l'a montré cette manifestation qui n'est que le prélude à d'autres luttes.

Metz

manifestation
à l'appel de la
CGT et de la
CFDT

Ce sont quelques centaines de personnes qui se sont rassemblées à Metz à l'appel

des directions syndicales. Pour la région des gros trusts sidérurgiques, c'est bien faible. Certes la colère et la combativité chez les travailleurs sont grandes mais ce n'est guère ce type d'action qui crée l'enthousiasme. Engager la lutte, oui, mais sur des mots d'ordre combattifs, ceux des travailleurs et avec des perspectives claires, engager la lutte pour remporter des victoires. Ce n'est pas de tels défilés qui permettront à eux seuls de gagner.

Correspondant

Marseille

«Ce n'est
qu'un début»

A l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT, une puissante manifestation s'est déroulée avec les cheminots, les travailleurs du Port Autonome, ceux de Situb à Vitrolles en lutte, les employés de la sécurité sociale, etc. Cette manifestation n'est que le prélude à d'autres actions plus grandes encore : les 1 300 ouvriers des «Travaux du Midi», après

17 jours de lutte en juin, subissant le chômage partiel le disaient «ce n'est qu'un moment dans la lutte». Les travailleurs de l'imprimerie Papeterie-Maritime ont contacté ceux de Griffet qui organisent deux journées portes ouvertes, les 6 et 7 décembre. Pendant toute la manifestation, les travailleurs ont scandé les mots d'ordre «ce n'est qu'un début, le combat continue» montrant par là le désir des travailleurs de lutter contre l'isolement et de développer l'action. Dans les quartiers immigrés, le mot d'ordre «travailleurs français, travailleurs immigrés, même combat, même patron» couvriront les balbutiements révisionnistes sur «union, action, Programme Commun».

La grande journée d'action que comptaient faire les réformistes pour couronner un ensemble de mouvements de grève par secteurs savamment étudié aura été un échec. Mais cette manifestation aura permis de servir de tremplin pour des luttes plus dures et pour organiser d'autres formes de lutte, comme les 2 journées «portes ouvertes» à Griffet avec la participation active du Comité de Lutte Contre le Chômage.

Correspondant Marseille

politique

en bref

Hier à Nîmes, huit gangsters ont attaqué le fourgon de transport cellulaire de la prison qui se rendait à l'hôpital. Un seul des détenus présents s'est échappé. Il s'agirait de Fabio Fasco. Selon le délégué FO des gardiens de prison «cette évasion ne se serait pas produite, si les renforts de police avaient été plus nombreux». La prise d'otages qui s'est effectuée en fin de matinée hier dans une banque du 7ème arrondissement à Paris continuait encore hier soir. Près de 60 personnes étaient retenues prisonnières. Les gangsters réclamaient 400 millions en échange de la libération des otages. La brigade anti-gang avait mis en place un dispositif policier sans précédent autour de la banque.

l'apolitisme du tortionnaire Bigeard

«Je ne fais pas de politique, a dit Bigeard, je tiens à rester un soldat». Comme chacun sait, le fait d'être secrétaire d'Etat de Giscard est complètement étranger à la politique.

Ce qui est sûr, pourtant, c'est que Bigeard, tout en en faisant, ne comprend strictement rien à la politique. Il exécute. Il a parlé en effet de «cette armée que beaucoup appellent l'armée des bourgeois». «Personnellement, je ne vois pas où sont les bourgeois a-t-il lancé. Evidemment, Bigeard, qui a été défait à Dien Bien Phu, et dont les tortures en Algérie n'ont pas empêché la débacle du colonialisme français, n'a jamais compris quelle cause il servait.

Il ne comprend toujours pas mieux aujourd'hui. Au point qu'il s'est laissé aller à dire que «Giscard a été élu aux pénalités». Ce qui pour un secrétaire d'Etat, n'est pas de bonne politique.

EUROPE un compromis formel pour cacher la désunion

C'est à un véritable tour de force de mensonge diplomatique que se sont livrés les représentants des Neuf à Rome pour faire passer le Conseil Européen pour un «succès communautaire». «Le Conseil Européen, a déclaré Giscard, a démontré son utilité dans le cheminement qu'il faut poursuivre vers l'union de l'Europe». Et il a conclu : «Le moment est venu de reprendre notre marche en avant». Marche en avant, soit, mais c'est pour fuir la réalité actuelle de l'Europe désunie.

compromis artificiels pour cacher les désaccords de fond qui persistent après la réunion.

La Grande-Bretagne, on le sait, réclamait une place particulière à la conférence Nord-Sud du 16 décembre prochain sur la question de l'énergie. Finalement, elle a obtenu, avec le Luxembourg, «un droit communautaire» particulier. Au prix de cette astuce, les Neuf pourront prétendre qu'il y aura une représentation unique de l'Europe.

L'accord est tout aussi formel sur la question de l'énergie. Schmidt, attaquant le premier ministre Wilson, lui a envoyé «si vous faites échouer la Communauté, la RFA survivra certainement plus facilement que la Grande-

L'UTILITÉ DU CONSEIL EUROPÉEN

En effet, «l'utilité du Conseil Européen, s'est, ces jours-ci, en fait résu- mée à trouver une série de



Bretagne !», allusion aux difficultés persistantes de l'économie britannique. La Grande-Bretagne tenait à engager la Communauté sur l'acceptation d'un «prix-plancher» (prix minimum) pour son pétrole de Mer du Nord : il s'agit pour elle d'obtenir de ses partenaires l'assurance d'un prix suffisant pour que le pétrole de Mer du Nord soit rentable. Aucun accord sur ce prix n'a été possible, les autres pays, qui ne disposent pas de ressources pétrolières, comme l'Allemagne, cherchent au contraire à ne pas s'engager sur un prix trop élevé pour former un front contre les pays producteurs du tiers-monde, sous la houlette de l'Agence pour l'Énergie dirigée par les USA.

s'empoi- gner entre eux, seuls à seuls. Le projet d'élection du parlement européen au suffrage universel à partir de 1978 n'a en fin de compte même pas recueilli l'unanimité. Danemark et Grande-Bretagne s'abstenant. Les gouvernements européens ont pourtant tout intérêt à mettre en avant ce nouveau parlement croupion pour en faire un dérivatif, face à leurs peuples respectifs, à la lutte des classes.

L'ABSENCE DES PEUPLES EUROPÉENS

Pendant que les dirigeants bourgeois s'agrippent au col, les masses populaires de nos pays, exclues du pouvoir, continuent en effet de supporter le poids de la crise. Elles étaient physiquement absentes des débats, certes, mais présentes par le danger qu'elles représentent pour leurs prétendus représentants, à mesure que les contradictions de classe s'aiguisent dans les pays d'Europe. Présentes, donc, et solidaires pour une autre Europe, où le capitalisme et ses marchandages inter-impérialistes seront abolis.

Il n'a pas été question de relancer l'Europe agricole, dont le financement oppose en particulier l'impérialisme français et allemand, même s'ils sont d'accord pour ruiner les petits paysans européens.

Les contradictions sont parvenues à un tel point qu'il a fallu, au cours de la séance, évacuer de la salle les ministres des affaires étrangères, pour que les chefs d'Etat puissent

Paul LEFORT

LETRE DE GINGEMBRE A GISCARD

"on ne peut plus continuer à travailler dans cette atmosphère"

Gingembre tenait mardi une conférence de presse pour annoncer la création de «l'Union des Chefs et Responsables d'Entreprise» et «affirmer haut et clair un certain nombre de vérités interdites de séjour par l'idéologie dominante dont la pression intellectuelle est de plus en plus pesante et dictatoriale». C'est un langage qu'il est surprenant d'entendre dans la bouche du président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises. Les patrons privés de parole et brimés, nous ne nous en étions pas encore aperçus ! C'est pourtant ce que Gingembre révélait dans cette conférence de presse et dans la lettre ouverte qu'il a adressé à Giscard.

La dictature dont il parle ne l'a pas empêché de trouver un large écho dans la presse, et de publier sa lettre dans plusieurs journaux.

Que dit-il dans cette lettre ? Il reprend d'abord un refrain qu'on entend beaucoup actuellement : les patrons sont les victimes «d'arrestations arbitraires, diffamations, violences... racisme anti-patrons». Et il demande que le gouvernement cesse de brimer les patrons par ses réformes et de céder à «ceux qui veulent détruire notre société».



Béthune, Rennes, Moulins, les petits patrons qui grognent se sont particulièrement illustrés dans les «accidents du travail» ces dernières semaines. Ici, l'usine de Monsieur Chapron.

Pas un travailleur ne lira ces lignes sans révolte : il y a combien de patrons en prison actuellement, combien sont victimes du chômage, combien doivent pointer au chômage ?

Les récriminations de Gingembre s'adressent en fait d'abord au gouvernement. Pour sortir de la crise, le gouvernement a été amené, dans le cadre du redéploiement, à encourager la restructuration de l'économie française, ce qui s'est traduit par la liquidation d'un certain nombre de petites entreprises : les plus petites, les plus vétustes et dans certains secteurs comme le bâtiment. Pour freiner la combativité des travailleurs, le gouvernement a également décidé quelques réformes en trompe l'œil afin d'aménager la crise et de diviser les tra-

vailleurs : réforme Sudreau, limitation des horaires maximum de la semaine de travail, formation professionnelle, retraite à 60 ans pour certaines catégories, etc... Ces mesures, dont les grandes entreprises ont pu s'accommoder causent des difficultés aux petites entreprises qui font des marges moins importantes que leurs concurrents plus importants.

Ce que demande Gingembre, c'est qu'on en revienne aux vieilles méthodes d'avant la crise, à une totale liberté d'exploitation, à la suppression d'une partie des avantages sociaux, indemnités de chômage, horaires limités... remise en cause de la liberté syndicale, mise au placard de la réforme Sudreau...

Gageons que Giscard, Chirac et Fourcade multiplieront les déclarations pour se concilier l'opinion des petits patrons, et gageons aussi qu'ils utiliseront ces réclamations pour accroître la campagne anti-ouvrière qui bat son plein contre les luttes.

Face à cela, le P«C»F ne trouve rien d'autre que d'accuser Gingembre de dévoyer la légitime colère des petits patrons «victimes du grand capital». Et voilà, les travailleurs encore une fois invités à se solidariser avec leurs petits patrons, gommant d'une parole l'exploitation féroce subie dans ces entreprises !

Le tableau des luttes qui aujourd'hui affectent les petites entreprises montre la portée de cette appel. Serge LIVET

Poujade rallie Gingembre

La mode «retro» fait son entrée dans le cirque politique bourgeois. Pierre Poujade sort de sa retraite pour apporter son soutien à Gingembre. Il ne l'avait pas fait pour Nicoud : pas assez sérieux ce jeune... Dans «l'Union des Chefs et Responsables d'Entreprise» de Gingembre, au contraire, Poujade se reconnaît. Ce ralliement est significatif. Nicoud malmène bien quelques perceptions mais il va discuter avec Giscard, Gingembre, lui, «contre-attaque» : «A force de s'avancer vers ceux qui veulent détruire notre société, on est simplement en train de leur faciliter la tâche sans rien entamer de leur fanatisme». La vieille garde bourgeoise nostalgique du règne de l'ordre monte en ligne et l'ancien combattant Poujade reprend, c'est normal, du service.

et Ceyrac le soutient !

Soutien à mots couverts comme il se doit. Les «grands» ne sont jamais à l'avant-garde des combats mais soutien effectif. «les patrons ne réclament pas d'être aimés, déclare-t-il, ils demandent seulement que leur rôle social soit reconnu». Ceyrac ne «contre-attaque» pas, lui : il rappelle à l'ordre en patron des patrons qu'il est. Il récupère ainsi, sans épouser leur cause, la grogne des petits patrons en masquant les divergences d'intérêts qui opposent petits et grands profiteurs...

SACILOR : 3 morts 6 blessés graves 4 disparus

ROMBAS : 19 H DE
NOTRE CORRESPONDANT

Ce soir, à Rombas, la fumée des hauts fourneaux est plus noire que jamais. La classe ouvrière pleure trois des siens. A 8 H 15 ce matin la sirène a retenti et dans toutes les cités ouvrières on attendait. Une fois de plus, le capital a tué. Le haut fourneau N° 4 s'est effondré sur quarante mètres suite à une explosion, quarante mètres de briques et de ferrailles : trois morts, six blessés graves, quatre disparus. Un fondeur du four Martin essayait d'expliquer, de comprendre : «inadmissible, c'est inadmissible, pourquoi ils le disent pas à la télé. On nous fait bosser le plus vite possible, on sait même plus où on est, c'est dégueulasse, la sécurité ils s'en foutent. Il y a du chômage partiel, alors le patron, il nous fait bourrer pour avoir la même production. Ils arrêtent les fours, ils les redémarrent, ce matin au haut fourneau N° 4, c'est un four à gaz et c'est sûrement l'arrivée d'air dans la chambre à gaz qui a provoqué l'explosion. Après tu peux plus rien faire. Un haut fourneau, ça mesure soixante quinze mètres de hauteur, quand ça s'effondre, c'est terrible. Il y a des entreprises qui bossent pour Sacilor, elles font bourrer aussi, les gars de Sacilor ils bourrent, ceux des entreprises ils bourrent, c'est dégueulasse, la sécurité il n'y en a plus».

A Sacilor, c'est le chômage partiel, 18 jours par trimestre mais pour les patrons il n'y a pas de perte. La mort de 3 sidérurgistes, ça ne les empêche pas de dormir. Le directeur de Micheville en 1971 déclarait après la mort de 7 ouvriers en moins d'un an : «4 ouvriers morts à Micheville, 3 viennent de mourir là parce qu'il faut bien mourir quelque part». 3 camarades sont morts, peut-être plus car il y a 4 disparus. 2 venaient d'une entreprise, le troisième de Sacilor. 3 morts qui allongent encore la sinistre liste. Sans doute, la direction enverra

sa gerbe, geste cynique, insulte à la classe ouvrière. C'est le capital qui a tué, c'est Wendel et son chômage partiel, les cadences. Et c'est justement aujourd'hui que le répugnant «Lorrain» consacrait une page entière sur trois colonnes pour une «Lettre au président de la république» d'un nommé Gingembre qui osait écrire «Partout l'entreprise est contestée, vilipendée, occupations, séquestrations, arrestations arbitraires, diffamations, violences déferlent sur les responsables d'entreprise alors que leur métier représente la fonction économique la plus indispensable de la société. Les patrons ont conscience de faire plus pour le progrès social que tous leurs détracteurs réunis». Patrons qui tuez, massacrez, mutiliez des milliers de nos chers chaque année, vous osez vomir de telles saletés !

Un des ouvriers rescapé ne pouvait retenir sa colère, boitant, un bras dans le plâtre, il dénonçait les essais en cours d'exécution : «La télé, la radio, il ferait mieux de se taire, on réparerait rien du tout, c'était une nouvelle installation, hier ça marchait, aujourd'hui, ça a sauté, je n'en peux plus». L'ouvrier fondeur qui m'accompagnait, les larmes aux yeux, me disait «votre journal, il faut qu'il aide les ouvriers, les patrons, ils exagèrent».

Les patrons de Sacilor ne voulaient rien déclarer ce soir, mais les ouvriers savent que c'est leur politique de chômage qui a tué. La colère est grande à Rombas, partout, on parle de l'accident, partout la peine se transforme en colère.

Patrons, retenez bien cette phrase d'un ouvrier de Rombas «il faudrait les faire travailler aux hauts fourneaux, et faire venir de l'air sur le gaz pour qu'ils y goûtent, eux, aux tonnes et aux tonnes qui s'effondrent». Capital assassin, nous vengerons nos camarades.

SAINT-GOBAIN, ORLÉANS :

"on s'installe, on est chez nous"

Saint-Gobain est situé exactement à 4 km d'Orléans, dans une petite ville : La-Chapelle-Saint-Mesmin. On y fabrique des verres, des bols, des assiettes, etc... A la Chapelle, on ne parle plus que de la grève, dans les cafés, chez les commerçants, même à l'école où les enfants expliquent aux autres que leur père ou leur mère est en train d'occuper l'usine. Les travailleurs de Saint-Gobain n'en sont pas à leur premier combat, les nombreuses luttes qu'ils ont menées en font une des usines «les mieux payées» par rapport aux autres mais c'est aussi une usine où le travail en 4x8 feu continu, brise la santé des travailleurs. C'est l'une des usines les plus importantes d'Orléans. La lutte y prend donc un caractère particulier, elle devient un pôle d'attraction pour l'ensemble des autres boîtes.

Elle est importante également du fait qu'elle survient justement après la grève victorieuse d'Orléans dans laquelle le PCF a été largement démasqué : l'objectif pour le PCF est donc double, d'une part montrer qu'Orléans, d'où il était totalement absent, n'était qu'un accident et qu'une lutte ne peut être bien menée que si il est là, d'autre part, se servir de ce combat pour faire pas-

ser la campagne politique qui rencontre très peu d'écho dans les masses (il n'y avait même pas 400 personnes à leur manifestation sur les libertés).

L'échec que le PCF a subi avant-hier quand ses dirigeants se sont fait sortir de l'usine, est donc une première réponse des travailleurs à ses manœuvres. D'ailleurs, aussitôt après cette «expulsion», la cellule du PCF de la boîte sortait immédiatement un tract notant : «qu'il fallait passer sur l'incident et plutôt chercher le but recherché par quelques-uns».

Pour les travailleurs de Saint-Gobain, cette lutte est importante, il s'agit de

lutter contre le chômage partiel. La grève a démarré quand quatre agents de sécurité ont été sanctionnés d'un avertissement, c'est ce qui a permis à la combativité grandissante, depuis plusieurs semaines, de s'exprimer. «Maintenant, on s'installe, on est chez nous» disent les grévistes. Quelques femmes viennent voir leur mari dans l'usine occupée et discutent de la grève. Pendant toute la journée, les délégations d'usines arrivent, apportant leur soutien. A 14 H, c'est l'assemblée générale où la grève est reconduite de jour en jour.

La direction, de son côté, refuse de céder, elle s'emploie avec l'aide des

cadres et de l'UDR à briser l'unité grandissante, c'est ainsi qu'elle envoie des lettres chez tous les travailleurs du style : «Je vous demande de faire connaître votre position en envoyant par retour du courrier le questionnaire ci-joint : je déclare que j'ai l'intention de poursuivre normalement mon travail et que j'en suis empêché par un piquet de grève qui m'interdit l'entrée de l'usine ! Mais ces manœuvres ne s'arrêtent pas là, des cadres font pression sur les travailleurs immigrés. Toutes ces manœuvres ne font que renforcer encore plus la détermination des travailleurs qui s'organisent pour une lutte de longue durée.

José GARCIA



Les travailleurs de Saint-Gobain manifestent le 2 décembre...

Après les 15 inculpations devant la Cour de Sécurité de l'Etat

perquisitions dans les locaux de la CFDT à Besançon, Bordeaux et Chaumont

L'annonce par «Information pour les Droits du Soldat» que plusieurs officiers et sous-officiers ont signé un appel réclamant les droits démocratiques dans les régiments a provoqué l'inquiétude de la hiérarchie militaire et du ministre de la défense et rompu le silence sur l'incul-

avec des moyens particulièrement brutaux. Jamais encore des responsables syndicaux ne s'étaient vus menacés de Cour de Sécurité de l'Etat. Même si les syndicalistes ne sont pas inculpés, le gouvernement en effectuant ces perquisitions a frappé un premier coup qui en annonce

peut leur faire aucun reproche, cela me donnerait envie de reprendre ma robe d'avocat». Et l'empoignade Deferre/Chirac au Parlement, hier, montre que si le PS peut tolérer les premières inculpations, il signifie au gouvernement qu'il ne peut se laisser impliquer dans cet-

de se mobiliser pour exiger la libération des camarades inculpés et l'arrêt de toutes les poursuites contre les soldats et contre les syndicalistes.

A Besançon hier matin : perquisition au domicile de Gérard Jussiaux, permanent CFDT fait par la PJ de Dijon avec une dizaine de flics. Le but étant de trouver des documents relatifs à l'organisation des soldats. A 8 h, perquisition dans les locaux de l'Union Locale CFDT, en présence de Gérard Jussiaux et de Martin, autre permanent CFDT. Interdiction est faite de prendre des photos et des pellicules sont saisies. Le journaliste présent était interrogé par les flics.

A Chaumont, d'autres perquisitions ont été faites à l'Union Locale CFDT et le permanent emmené pour interrogatoire. Une perquisition a été faite à l'imprimerie Lisa à Dijon, une autre perquisition à l'Union Locale de Bordeaux. Gérard Jussiaux a été emmené pour fin d'interrogatoire et on ne sait pas où il est pour l'instant.

A 17 h, des militants syndicaux rassemblés devant l'Union Locale parlaient en direction de la préfecture.



pation des 15 appelés en Cour de Sécurité de l'Etat. Le ministère de la défense a réagi en annonçant que la sécurité militaire essaierait d'identifier les signataires pour les traduire en Cour de Sécurité de l'Etat.

De nouvelles mesures de répression ont été prises hier, contre la CFDT. Ceci montre bien que le pouvoir est décidé à étendre sa répression aux organisations syndicales,

d'autres et prépare l'opinion à une répression accrue.

Mis en cause par Chirac qui l'accuse de vouloir créer des comités de soldats dans l'armée, le PS adopte une attitude défensive. Il se démarque des soldats inculpés : Henu souscrit à la thèse du complot international avancée par Bourges. La déclaration de Mitterrand : «Si on touchait aux militants socialistes alors qu'on ne

te affaire sans réagir, et qu'il ne tolérera pas qu'un de ses membres soit inculpé.

Le mouvement des soldats se passera aisément d'un avocat tel que Mitterrand qui sut en son temps réprimer les appelés qui refusaient de combattre contre le peuple algérien.

Devant les graves menaces qui pèsent contre le mouvement des appelés et ceux qui le soutiennent, il est urgent

LE SIONISME CONTRE LES JUIFS

Partant d'une réalité : l'existence dans de très nombreux pays du monde de communautés religieuses juives, le sionisme tente de transformer cette réalité, non pas dans le sens d'une intégration, normale, des juifs à la vie de chacun de leurs pays, comme le souhaitent tous les travailleurs, juifs et non-juifs. Mais au contraire de la coupure la plus grande possible, qui favorisera l'émigration vers la «terre promise». Ainsi, loin de combattre l'anti-sémitisme, le sionisme qui est son frère jumeau, vient le renforcer et, le cas échéant, agit de concert avec lui.

Dans cette page, nous présentons quelques témoignages, provenant tous de juifs. L'un montre comment les communautés juives d'Orient sont harmonieusement intégrées à la société arabe ; l'autre comment les jeunes juifs vivant en France sont l'objet des manœuvres sionistes pour les couper de notre société, et par conséquent de la lutte des classes qui s'y mène. Le troisième est extrait d'un document établi par un groupe de juifs anti-sionistes vivant en France : «histoire et pratique du sionisme par rapport aux communautés juives dans le monde».



Victimes des horreurs nazies, les juifs ne seront pas sauvés par le sionisme.

UNE ARABE LIBANAISE DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE DE BEYROUTH :

«JE ME SENTAIS COMME CHEZ MOI»

La communauté juive compte vers les 10 000 personnes, au Liban. La communauté juive au Liban ne vit pas cloisonnée ; on parle d'un «quartier juif», au Liban mais des gens d'autres confessions y vivent aussi, et il y a des juifs dans d'autres quartiers.

Ce qui distingue ce quartier des autres, c'est l'existence d'une synagogue, et les boucheries Kasher, ainsi que l'école qui donne un enseignement religieux : la religion juive. Les juifs vont à cette école. En fait, l'enseignement religieux est donné seulement aux garçons. Cet enseignement est donné en hébreu. La langue hébraïque est limitée à la lecture des textes religieux ; dans la vie courante, tout le monde parle arabe. La synagogue est un lieu de rencontre pour les femmes. Elles se retrouvent dans la cour intérieure pour bavarder, arranger des mariages.

«POUR NOUS, TOUTES LES DIVISIONS AVEC LES AUTRES ARABES SONT RESSENTIES COMME VENANT DE L'EXTÉRIEUR»

Les relations avec les gens du quartier d'autres confessions sont bonnes. On partage une vie commune, comme cela se fait dans les autres quartiers de Beyrouth. Les femmes se font des visites. Elles prennent le café ensemble, à la terrasse, les unes chez les autres. Les familles s'échangent les plats. Il ne se passe aucun jour sans que l'on ait un plat venant d'une voisine, juive ou pas, n'importe. Bien sûr, l'échange se fait avec les plats autres que la viande. Bien qu'il se puisse que les musulmans mangent de la viande kasher, car finalement, pour les deux religions, la viande doit être vidée de son sang.

Je me souviens, il y avait un épicier musulman dans le quartier : je me sentais comme chez moi ; je me servais, il notait ce que j'avais pris et cela était payé après. Pendant la guerre de 67, la voisine, musulmane, nous a proposé de venir habiter chez elle. Non parce qu'elle considérait que la guerre était entre juifs et musulmans, mais parce qu'il y a eu des provocations sionistes contre les juifs pour les obliger à émigrer. Une de leurs provocations a été de faire briser par leurs agents les vitres de l'école.

Pour nous, du quartier juif de Beyrouth, toutes les provocations, toutes les divisions avec les autres arabes, sont ressenties comme venant de l'extérieur.

SIONISME ET RACISME

Tribune refusée par le journal «le Monde»

L'Assemblée Générale des Nations-Unies a adopté, le 1^{er} novembre, une résolution affirmant que le sionisme est «une forme de racisme et de discrimination raciale». Les États-Unis condamnent cette «infamie» et menacent de ne plus financer l'Organisation. La France a voté, avec la Grande Bretagne et les États-Unis, la Côte d'Ivoire et l'Uruguay, contre «une manifestation particulièrement déplacée, puisqu'elle est dirigée contre ceux qui ont été, il n'y a pas si longtemps, les victimes de la forme la plus odieuse du racisme». 32 autres pays se sont courageusement abstenus parmi lesquels le Chili de Pinochet, dont on connaît l'attachement à la juste cause des droits de l'homme.

Le 12 novembre, l'éditorial du «Monde» assure que «la France s'est honorée» en rejetant «une décision néfaste» et «regrettable». Il s'agit, comme d'habitude, d'une imposture dont un ancien Français libre, interné résistant de 1940-41, de surcroît observateur des Nations-Unies à Jérusalem, en 1948, entre l'Oradour de Deir Yassine et l'assassinat de Bernadotte, ne croit pas devoir s'accommoder. En effet, je constate qu'Israël est un État raciste (loi du Retour) et con-

fessionnel (loi mosaïque), qui est, en réalité un État juif. Ce n'est pas moi, c'est un juif, un Israélien, qui le dit et qui l'écrit : Israël Shahak, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Il est regrettable que son livre : «Le racisme et l'État d'Israël» (1) ait échappé à la vigilance du «Monde». On y lit, en toutes lettres, que les trois caractéristiques de l'État d'Israël sont : racisme, terrorisme et nazisme. Shahak a d'ailleurs prononcé ces trois condamnations sans appel, à l'occasion d'une conférence de presse tenue à Paris, en juin dernier (et «Le Monde» a repris, sans commentaire, cette triple accusation, dans le compte-rendu qu'il a donné de cette déclaration publique). Pourquoi réserver la qualification de «criminels de guerre» aux anciens nazis, et ne pas l'étendre aux bourreaux américains du Cambodge et du Vietnam, aux tortionnaires et aux assassins tels que Menachem Begin ? Là encore, ce n'est que par un placard publicitaire que «Le Monde» signale, aux Éditions Sociales, la version française, à partir de l'hébreu, du livre si courageux de Félicia Langer : «Avocate israélienne, je témoigne». Il y a tout de même, en France, des

combattants des deux guerres (libération et décolonisation) qui n'acceptent pas qu'à la remorque de l'impérialisme américain, notre gouvernement semble perdre de vue l'indépendance nationale.

Deux remarques encore. Un film sur le massacre, par une unité de l'armée israélienne, le 29 octobre 1956, des habitants palestiniens du village de Kafr-Kassem (par Borhan Alawié), était apprécié en ces termes par un journaliste du «Monde» (25-26 Mai 1975, page 19) : «Est-il possible qu'un Israélien parle d'Arabes avec une telle haine, que des victimes de la barbarie nazie se soient livrées à un massacre systématique de Palestiniens ?» Tout le problème est là : les sionistes, moins que quiconque, auraient dû devenir puissance occupante, armée d'occupation. On oublie que les victimes sont passées dans le camp des bourreaux et que c'est la répression qui engendre inévitablement le terrorisme (le général de Gaulle l'avait fort bien dit, dans sa conférence de presse de décembre 1967). D'autre part, l'État d'Israël n'ose pas faire taire Israël Shahak. A quoi bon, puisque celui-ci serait fou ? Mais dans ce cas, qu'attend-on pour l'enfermer dans un asile psychiatrique ? En tout cas, l'ONU a eu raison de condamner la réalité actuelle du sionisme, telle qu'on la constate dans les faits. Le sionisme, c'est bien le racisme par excellence : rien n'y manque, ni le peuple élu pour dominer (*Herrenvolk*), ni l'expansionnisme de l'espace vital (*Lebensraum*), ni le droit du plus fort (*Macht geht vor Recht*). Pourquoi l'ONU ménagerait-elle un État qui s'est toujours moqué de ses recommandations successives ?

Vincent Monteil
12 novembre 1975

Joseph Tarrab, de la communauté juive de Beyrouth, a déclaré : quand une personne est contre Israël, et que cette personne est juive, elle devient doublement contre : car un juif considère qu'Israël, qui a prétendu résoudre le problème des juifs dans le monde, ne fait que l'aggraver, et créer ce problème là où il n'existait pas, comme dans les sociétés arabes, par exemple

L'AGENCE JUIVE : UNE ALLIANCE AVEC EICHMANN

Si aujourd'hui, un juif australien depuis cinq générations, russe depuis quinze générations ou arabe depuis vingt générations, se retrouvent en Palestine, cela n'est pas le fait d'une identité ou aspiration nationale quelconque commune...

Au niveau des juifs, la logique, les principes et la pratique du sionisme revêtent un caractère implacable : lors de la 2^e guerre mondiale, les nazis commençant par projeter «l'expulsion» des juifs, et les sionistes voulant les déplacer en Palestine, les deux firent un bout de chemin ensemble...

En 1943, le représentant sioniste de «l'Agence Juive» en Hongrie, Kastner, contracta une alliance avec Eichmann : 800 000 juifs hongrois prirent le train pour les camps de concentration et les chambres à gaz, alors que Kastner les avait assurés qu'ils allaient au «pays du travail et de la paix», qu'ils allaient être installés dans un nouveau village du Nord pour toute la durée de la guerre. Dans quel but se fit cet accord sionisto-nazi, le contrat était simple : en contrepartie de leur infamie, Kastner et 108 familles furent autorisés à émigrer en Palestine. Ceci eut lieu en parfaite connaissance et totale approbation des centrales sionistes de l'Agence Juive installées en Turquie et en Palestine, avec à leur tête Ben Gourion et Chaïm Weizman...

Les communautés juives ne se décidant pas à quitter leurs pays pour répondre aux besoins et aux appétits sionistes, des gangs sionistes déclenchèrent plusieurs raids-surprise sur les quartiers juifs, afin de semer la terreur parmi les juifs et les pousser à émigrer en Israël. De nombreux écrits sionistes dont le journal israélien «Haïlam Jazeh» rapportent ce qui est appelé l'opération «Ezra Néhémia» en Irak : il s'agissait alors de lancer des grenades et de poser des bombes dans les lieux de rassemblement juifs à Bagdad et à Bassorah, d'aiguiller les contradictions inter-communautaires et de créer un climat raciste anti-juif ; la conséquence fut l'émigration de 100 000 irakiens juifs qui furent transportés directement de Bagdad à l'aéroport de Lod, en Palestine occupée...

GRUPE DE JUIFS ANTI-SIONISTES EN FRANCE

Simon, ex-membre des jeunesses sionistes : «QUE PEUVENT SOUHAITER DE MIEUX LES ANTI-SÉMITES ?»

Simon a 21 ans. Il a quitté les organisations de jeunesse sioniste à la suite d'un voyage en Palestine occupée : «dans le Kibboutz où je me trouvais, dans les territoires occupés depuis 1948, il y avait un village détruit. Cela m'a mis la puce à l'oreille : on nous répétait tout le temps que les terres avaient été régulièrement achetées aux arabes. Mais, à force de poser des questions, j'ai fini par apprendre la vérité : en 1948, l'Irgoun (organisation terroriste sioniste) avait donné le choix aux habitants du village : ou bien vous vous en allez, ou bien ce sera comme à Deir Yassine (village où tous les habitants arabes avaient été massacrés).

En revenant de là-bas, les mensonges, la réalité que j'avais découverte derrière, m'avaient convaincu : je n'étais plus sioniste. Il faut savoir comment on le devient, en France. Moi, j'étais à la «Hachomer» : c'est une organisation de jeunesse «de gauche», où on parle beaucoup de «socialisme», où on affirme que les kibboutz sont «un îlot de socialisme en régime capitaliste». Il y a d'autres organisations : le Betar, par exemple, ouvertement fasciste, et qui fait partie du service d'ordre d'Ordre Nouveau, comme cela s'est révélé en 1969. Ainsi, on peut être sioniste «de gauche» ou «de droite». Mais, en réalité, c'est «l'agence juive» qui soutient financièrement tous les

mouvements de jeunes, leur fournit locaux, matériel de propagande, et paye les dirigeants, des permanents venus spécialement de Palestine occupée.

C'est «l'Agence juive» qui fournit également à ces organisations les fichiers des différentes familles juives, qu'elles utilisent pour recruter : on vient voir les familles, on propose de s'occuper de leurs enfants, à partir de dix-onze ans. Une fois intégrés, les jeunes sont constitués en groupes qui restent stables, refermés sur eux-mêmes, avec un bourrage de crâne permanent : le but fondamental, c'est d'établir, d'approfondir, la différence avec les autres français, d'empêcher l'intégration des jeunes à la société française, de les faire vivre dans la seule perspective de faire un voyage au Kibboutz : on est occupé à tous les instants, les week-ends, les vacances, parfois les soirées.

Aujourd'hui, je suis convaincu que cette façon de faire, non seulement favorise la colonisation de la Palestine, mais surtout est génératrice d'anti-sémitisme : que peuvent souhaiter de mieux les anti-sémites, sinon que des juifs eux-mêmes viennent confirmer leur théorie que les juifs sont une race différente, et non pas simplement des gens qui ont leur religion, comme les catholiques ou les protestants ont la leur ?

VENDREDI DERNIER
A «APOSTROPHES»

LES MYSTIFICATEURS DEMYSTIFIÉS

un lecteur d'Antony nous écrit

Extra-terrestres et forces occultes faisaient l'objet du débat, vendredi dernier à «Apostrophes». Débat suivi sans doute par de nombreux téléspectateurs : d'une part, il posait le problème de l'évolution de l'humanité, d'autre part les extra-terrestres sont à la mode depuis quelques années.

Face à J-P Adam qui dénonce dans un livre l'imposture de l'archéologie-fiction, trois adeptes de la «science-parallèle» étaient réunis. Après avoir cherché de fausses querelles à J-P Adam, F. Mazière, directeur d'une collection spécialisée dans le genre s'est enfoncé (prudemment) dans un silence rageur ; ses collègues (plus naïfs ?) ont développé leurs hypothèses farfelues. Ainsi, une dame, au demeurant fort respectable, nous a parlé savamment du langage des oiseaux qu'elle a avoué par ailleurs ne pas connaître, et a voulu nous convaincre, sans la moindre preuve, qu'un dessin préhistorique figure une lunette télescopique. Preuve au moins que les scientifiques marrons savent aussi être marrants ! Un éminent spécialiste des ordinateurs nous a prédit une invasion de soucoupes volantes pour bientôt, et a affirmé que, sans le secours de forces occultes favorables, il n'aurait pu mener à bien ses travaux. Explication scientifique, comme on voit !

J-P Adam, non sans humour, a opposé à ces divagations des explications rationnelles et solidement argumentées. Une vie ailleurs que sur la terre n'est pas impossible, mais jusqu'à présent rien ne prouve que des extra-terrestres, s'ils existent, soient venus nous rendre visite. Si certains faits en archéologie (comme la présence de statues géantes sur l'île de Paques) ne se comprennent pas aisément, c'est, entre autres, parce que les techniques modernes nous ont fait oublier les possibilités remarquables des techniques primitives.

Sa conclusion mérite d'être soulignée : la «science parallèle» s'efforce de construire une nouvelle mythologie, basée sur l'irrationnel. Ce qu'ils ne savaient pas expliquer, nos ancêtres l'attribuaient aux dieux puis à Dieu. Chassée par le développement des connaissances scientifiques, la divinité est relayée par les extra-terrestres. Mais au fond, pour les mystificateurs, il s'agit toujours de combattre la conception matérialiste de l'histoire et de la science.

Tâche difficile. Le principal accusé dans le livre de J-P Adam avait refusé de venir au débat : une fois n'est pas coutume dans le petit monde de la «science parallèle», c'était une preuve de bon sens...

la grève à la télévision et à la radio

Mercredi 11 heures
Pour pénétrer dans l'enceinte des bâtiments de l'ex ORTF, il faut montrer systématiquement patte-blanche. A fortiori, en période de grève. Quand «ça bouge» aux appareils de diffusion, la bourgeoisie est sur ses gardes. Ce matin, les services de sécurité intérieure sont renforcés. A chaque porte, le contrôle est effectué et ce n'est pas tout : l'encadrement ne se limite pas aux abords de la maison de la radio, mais jusque dans les cabines de retransmission, que des portes en fer «protègent» et que des gardiens surveillent.

Mardi soir, les techniciens décidaient de poursuivre leur mouvement quoi qu'il arrive. «Depuis un an, ce n'est plus possible, nous déclarait l'un d'eux, de fait, ce sont des pressions physiques qui sont opérées sur nous, c'est une remise en cause du droit de grève...»

Au studio 105, les grévistes s'installent sur les gradins. En face les pupitres de l'orchestre philharmonique sont dressés, les musiciens sont en grève eux aussi. L'assemblée générale commence.

La veille, la section CGT a été durement attaquée. Même s'il reste beaucoup d'ambiguïtés à lever sur la lutte menée par le personnel une chose est sûre, c'est qu'il prend conscience de la nature de ses directions syndicales. Une travailleuse (femme de ménage) nous le disait : «le principal, c'est que le mouvement soit fait par tout le monde en même temps, pour ne pas laisser s'installer la division que le démantèlement a mis en place. La CGT, elle, a permis



que des sections traitent directement avec la direction... Sur les revendications qui restent limitées dans leur portée, les directions syndicales s'emploient à renforcer le réformisme.

syndicales ne peuvent que se renforcer et mettre à l'ordre du jour la question de la nature du mouvement à engager à l'ex-ORTF.

Claude VILLARD

programme

JEUDI 4 DÉCEMBRE	
TF 1	19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
	19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
	19 h 45 - LE RENARD A L'ANNEAU D'OR
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - SHAFT
	21 h 40 - SATELLITE
	23 h 25 - JOURNAL et fin
A 2	
	19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
	19 h 45 - Y'A UN TRUC
	20 h 00 - JOURNAL
	20 h 30 - LA PASSION D'ANNA KARENINE
	23 h 40 - JOURNAL et fin
FR 3	
	19 h 55 - FLASH JOURNAL
	20 h 30 - UN FILM UN AUTEUR «Lumière sur Piazza»
	21 h 50 - JOURNAL et fin

feuilleton

LIEVIN : LE MINEUR ACCUSE

de Guy Mory et Jean-Paul Gay

Il y a bientôt un an 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête se mettait en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée ; Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec les mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.



LES MINEURS MAROCAINS... NOS FRÈRES DE MISÈRE

C'est à Casablanca qu'on nous a fait signer le contrat. On t'appelle, «signe ici», tu signes ici... Tu n'as pas le temps de lire le contrat. Il y a beaucoup de monde. Il faut signer pour faire la place à un autre pour signer encore. Jusqu'à Orly, nous n'avions pas nos passeports, ni nos billets sur nous. C'était M... qui les avait dans une valise. On est descendu à Orly. On est monté

dans un car, on a passé la douane. Puis, chacun a pris son passeport et son contrat. Il y a des ouvriers qui veulent retourner au Maroc à ce moment-là en sachant que c'est la mine. Mais ils n'ont pas d'argent pour retourner au pays, alors ils vont travailler».

En arrivant, les mineurs marocains ont 10 jours d'école à Hénin Liétard, avant d'être envoyés au fond. Pas toujours ; certains sont envoyés au fond

tout de suite, sans même passer par la taille-école.

«Le matin, on va à la taille-école, on apprend à boiser et à déboiser. L'après-midi, on a des cours, on nous montre des photos sur le travail au fond» on nous dit : «Ce que fait ce mineur, c'est bien, ce que fait celui-là, c'est pas bien». On n'apprend pas ce que c'est un grisoumètre, on ne voit pas les risques d'éboulements. Après on dévale avec des moniteurs. A ce moment-

là, on ne connaît pas les risques, celui qui ne lit pas le français ne peut pas comprendre les panneaux où sont inscrits les consignes de sécurité. Ceux qui ont du mal à comprendre, à cause de la langue, les explications sur la sécurité, le travail, on en profite pour les mettre comme galibots : là tu gagnes encore moins que les copains. Il y a des moniteurs qui vont voir l'ingénieur pour dire «Celui-là, il ne travaille pas», même s'il travaille bien. Tu travailles pas, tu sais rien, même que tu travailles bien.

Nous avons travaillé pendant 6 mois comme galibots. Le galibot, c'est l'homme à tout faire : toi, galibot, viens ici, prends ceci ; prends cela... Allez les galibots, saquez le blindé... Puis il y a le nettoyage, etc... Le galibot, c'est l'homme à toutes mains. Normalement, le galibot, il faut lui montrer le travail, y aller tout doucement. Mais, le galibot, il dévale au fond et on le fait travailler plus que celui qui est classé. Pas d'arrêt pour le galibot, pendant 8 heures. Si la taille ne marche pas, si quelque chose est en panne, le galibot ne peut pas rester, il va tra-

vailer dans un autre parcours. Si tu veux réclamer un peu, tu as l'ingénieur et le moniteur sur le dos, jamais tu es classé en 4^e catégorie, tu vas rester en 2^e ou en 3^e catégorie pendant les 18 mois, pendant tout le contrat.

Ces 2 camarades-là ont fait des réclamations à l'ingénieur. Le moniteur a parlé avec l'ingénieur. Ils ont été maintenus en 3^e catégorie. Si tu réclames, tu vas rester tout le contrat en 2^e catégorie. Si tu réclames pas, si tu paies des bouteilles de vin au moniteur, tu seras bien vu.

Le moniteur, le chef de taille, le porion, ils donnent un travail dur à faire, ils mettent le galibot en catégorie 2 dans un mauvais parcours pour déboiser, à une place où les gars sont normalement en 4^e catégorie ou 5^e catégorie. De nombreux mineurs marocains, ainsi plongés brutalement dans la mine, ne connaissent pas, à cause des difficultés de la langue, les règles élémentaires de sécurité, paient de leur vie le souci de rentabilité à tout prix des Houillères.

(à suivre)

le roi du Laos abdique
**tout le pouvoir
au peuple**

La radio du Front patriotique lao a annoncé l'abdication du roi du Laos, mardi le premier ministre Souvanna Phouma, qui perd ainsi le pouvoir après avoir été pendant 13 ans le paravent de l'agression américaine. Son masque de neutraliste fut arraché quand il permit, dès 1964, les premiers bombardements secrets, par l'aviation américaine, de la zone libérée : prélude à 10 ans de bombardements de crimes d'interventions de la CIA et des troupes américaines contre le peuple lao.

Depuis la signature des accords de Vientiane, en février 1973, toutes les étapes de la libération du Laos ont été marquées par d'importants mouvements de masse. 21 organisations de masse se créèrent pour mobiliser le peuple contre la corruption, responsable de la hausse des prix. En avril-mai 1975, les plus réactionnaires parmi les membres de la partie de Vientiane sont chassés du pouvoir, par des manifestations à Vientiane, mais surtout dans leurs «fiefs» de province ; par exemple le prince Boun Oum est chassé de Savannakhet, tandis que la population demande la pré-

sence des troupes du Front Patriotique pour garantir leur liberté et leurs droits démocratiques.

Progressivement, par une mobilisation des masses de plus en plus importante tout le Laos est «neutralisé», les forces de droite perdent pied, tandis que s'opère la fusion entre les masses des zones anciennement occupées par la droite et le Front Patriotique Lao, l'unification politique de tout le peuple lao autour des victoires remportées dans la lutte de libération autour du nouveau Laos qui s'édifie dans la zone libérée. Partout des comités révolutionnaires provisoires viennent sanctionner cette évolution. En août 1975 Vientiane est libérée à son tour par la mise en place du comité révolutionnaire.

Depuis, les élections ont été organisées partout jusqu'au niveau des communes, partout le même résultat : le peuple élimine tous ceux qui étaient avec les américains, le peuple désigne ses propres représentants.

Le peuple lao ne compte que deux millions d'habitants ; les USA n'ont pu le vaincre, les forces féodales pro-américaines paraissent solidement ancrées dans le pays, il les a extirpées coupant court à tout projet américain de garder ne serait-ce qu'une parcelle de son pouvoir dans l'Indochine. La victoire de ce peuple peu nombreux c'est la défaite du géant américain.

Grégoire CARRAT

**PORTUGAL les armes
du régiment rouge vont
à la police fasciste**

Cependant, la question de l'organisation est largement agitée parmi les travailleurs, qui cherchent à tirer les leçons de leur impuissance dans la nuit du coup d'Etat et dans les journées d'état de siège qui ont suivi. Dimanche, à Baixa da Banheira, dans la banlieue de Lisbonne, s'est tenue une assemblée générale rassemblant plus

de cent commissions de travailleurs et d'habitants. L'objectif est, pour les prochains jours, quand les assemblées générales d'entreprises se seront réunies, de constituer un secrétariat permanent des «organes de volonté populaire» de la région de Lisbonne. La question posée est celle du dégagement de la classe ouvrière de l'emprise du P«C»P.

En effet quel qu'ait été par ailleurs son rôle dans la préparation et le déroulement des événements du 25 novembre (qui ont vu le triomphe de la réaction classique), c'est aujourd'hui sa passivité lors des événements et dans les jours suivants qui sont ressentis comme un abandon par beaucoup de travailleurs.

Antoine JALLIEU

Alcacer do Sai (Alentejo) :
«On ne peut plus compter que sur nous-mêmes

A Alcacer do Sai, dans la région de grandes propriétés agricoles de l'Alentejo, la nuit du 25 novembre, les ouvriers agricoles et les maçons se sont spontanément rassemblés, prêts à l'action. A cette occasion, un comité de lutte est né, qui rassemble les coopératives des diverses fermes occupées de la région, jusque là dispersées.

Dans les rues du quartier d'Açougues, j'ai engagé la conversation avec un paysan, rencontré par hasard.

Jusque là membre du P«C»P, c'est sur lui qu'il comptait pour faire quelque chose : «La nuit du 25, on s'est retrouvé à une centaine. C'était une mobilisation merveilleuse. Notre idée était de mobiliser tout le monde. Mais le syndicat nous a juste dit de ne pas nous alarmer. La seule organisation dont on attendait quelque chose,

c'était le PC. Mais on a attendu toute la nuit sans qu'il lance un seul mot d'ordre. Alors, on a créé nous-mêmes le comité de lutte».

Sont-ils nombreux dans ton cas ? *Oui : aujourd'hui encore, dans ma maison, il y avait une personne qui déchirait sa carte du PC en pleurant. Tout le monde attendait le PC. Le 16 novembre, il nous avait fait aller à Terreiro do Paço, à Lisbonne, pour la manifestation : quelle force on était ! Et puis, tout d'un coup, plus de force. Ce jour-là, les parachutistes, la police militaire, étaient avec nous. Ils nous soutenaient. Et maintenant, ils ont risqué leur vie, ils sont emprisonnés, et on ne fait rien pour eux. C'est ça qui ne va pas avec le PC.*

Les dirigeants étaient tous à faire leur cuisine, avec les «neuf» et les fascistes. Le Cunhal, s'il était

avec nous à vivre avec 4 000 escudos par mois, peut-être il manifesterait pour ceux qui travaillent».

Voilà la vérité, telle que la disent au Portugal «ceux qui travaillent», et non, comme à la télévision, «les femmes en fourrure de Porto, qu'on fait parler au lieu d'interroger les femmes de l'Alentejo, qui vont en pantalon avec un mouchoir sur la tête».

Ces travailleurs cette nuit-là, étaient «prêts à marcher, à écraser les fascistes». Et aujourd'hui, ce camarade nous dit encore : «Les fascistes vont avancer. Plus ou moins vite, mais ils vont avancer. Il faut qu'on s'organise tous ensemble. Et on ne les laissera pas faire. On prendra des fourches, des bâtons, des pistolets, et on leur donnera notre réponse. Maintenant, on ne peut plus compter que sur nous-mêmes».

Pays-Bas :
**train pris
en otage
par des
Moluquois.**

Mardi 2 décembre, un groupe d'hommes armés, originaires des Iles Moluques, a pris en otage une cinquantaine de personnes dans un train, dans le Nord-Est de la Hollande. Ils réclament la libération de 17 des leurs, emprisonnés en Hollande et l'indépendance de leurs îles.

Les Iles Moluques sont un archipel du Pacifique situé entre les Célèbes et la Nouvelle Guinée. Elles faisaient partie jusqu'en 1949 des Indes Néerlandaises, colonies hollandaises qui comprenaient l'actuelle Indonésie.

En 1949, au moment de l'indépendance de l'Indonésie, les îles Moluques étaient un territoire théoriquement indépendant et de l'Indonésie et de la Hollande, théoriquement puisque c'est l'ancienne puissance colonialiste qui garantissait l'indépendance.

Une grande partie de ses habitants s'est réfugiée en Hollande, quand les îles Moluques ont été intégrées à l'Indonésie. Aujourd'hui, ces réfugiés demandent la séparation des Moluques de l'Indonésie. Des incidents violents ont déjà éclaté en 1970 au moment de la visite de Suharto, le président indonésien, en Hollande, et en décembre 1974.

LIBAN
bombardements sauvages des sionistes

BEYROUTH, LE 3 DÉCEMBRE

Les agressions israéliennes contre les camps palestiniens et les villages libanais interviennent au moment où, au Liban, le calme semble revenir. Ces agressions visent à empêcher l'entente entre l'Etat libanais et la Résistance. C'est aussi une réponse à l'invitation de l'OLP par le Conseil de Sécurité à l'ONU : ces attaques confirment que la seule issue pour le peuple palestinien et les peuples arabes est la poursuite de la lutte jusqu'à la victoire.

**riposte du peuple
palestinien en
Palestine occupée.**

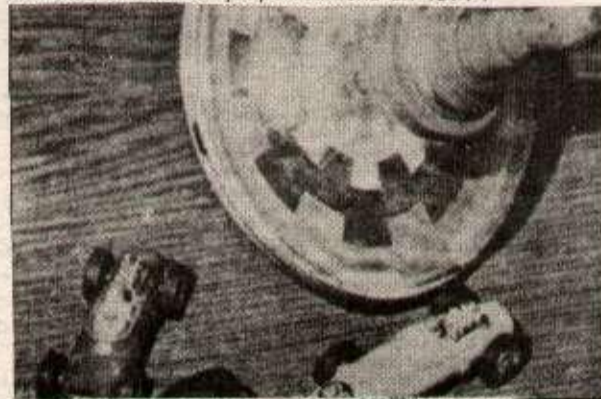
L'agence Wafa a fait savoir que dans la nuit de mardi à mercredi des unités de la résistance ont attaqué en de nombreux points de Palestine occupée en riposte au bombardement sioniste sur les camps du Liban. Des kibboutz, ont été attaqués à Tel Riak, Al Hourj, Al Metula, Safad, Naaria, Miskasaam.

Par ailleurs l'Union générale des écrivains et journalistes palestiniens a fait parvenir un message aux Nations-Unies, dans lequel elle con-

damne les raids les plus sauvages contre les camps et les villages libanais et demande que l'ONU condamne le sionisme et sa pratique.

Des arrestations massives ont eu lieu après des manifestations contre l'occupation israélienne. 75 étudiants ont été arrêtés à Hal Houl et une centaine à Bethléem. Les prisonniers ont été frappés notamment les deux étudiants Nariman Issa Moussa et Souhayla Al Drédi.

ces jouets «innocents»... des bombes larguées par les sionistes sur les camps palestiniens en 1974 !



DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DE L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE A PARIS, EZZEDINE KALAK

Les raids meurtriers perpétrés par l'aviation israélienne, sur les camps civils palestiniens, les villages et les quartiers d'habitation libanais, montrent à nouveau si besoin en est encore, le caractère agressif et criminel d'un Etat fondé sur le sionisme. Ces raids constituent une réaction désespérée à la victoire diplomatique remportée par le peuple palestinien devant le conseil de sécurité. Ils tendent à dissimuler le développement de la résistance de notre peuple dans sa patrie occupée.

Les dirigeants israéliens confirment par ces actes leurs visées de perpétuer la tension au Liban, réduite après tant d'efforts déployés, afin d'épuiser la Résistance et de briser la fraternité de combat des deux peuples frères palestinien et libanais.

Mardi matin, de 10 H 15 à 11 H, 30 avions de l'armée israélienne ont bombardé sans relâche trois camps palestiniens, faisant 76 morts et 120 blessés. Un des camps est situé au Sud, celui de Nabatiyeh, les deux autres, ceux de Bedraoui et de Nahr El Bared se trouvent au Nord du Liban.

A Nabatiyeh, les points visés sont une école d'enfants, des maisons pour les civils. Des villages libanais autour de Nabatiyeh ont été touchés : Kfar Tebnit, Doure et Khirbat Toun où toutes les maisons ont été détruites, l'école de Nabatiyeh a été détruite entièrement. Au Sud, le nombre de tués s'élève à 15 personnes, dont 14 civils libanais et palestiniens, et un soldat libanais. Les blessés sont une vingtaine, tous des civils.

Au Nord, le bombardement s'est fait sans but précis, détruisant tout ce qui pouvait se trouver dans la région : les deux camps palestiniens, des emplacements des nomades près des camps, et une partie d'une raffinerie de pétrole, qui a pris feu pendant un certain temps. Les avions israéliens déchargeaient massivement leurs bombes dans la région, visant la destruction. Les sionistes ne visaient pas seulement les camps palestiniens, mais aussi la population libanaise. Le correspondant de Wafa à Berdaoui rapporte que le nombre de tués au Nord s'élève à 45, alors que les blessés sont une centaine. Les principales victimes, sont les femmes (14 tuées à Berdaoui, 37 blessées) et les enfants (7 tués, 6 blessés).

La riposte à cette agression a été le fait de la Résistance et de la population libanaise et palestinienne, au Nord et au Sud. L'Etat libanais, comme toujours, n'est pas intervenu.